

---

# *Le cheval dans la gendarmerie de XVIII<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle*

Édouard Ebel et Benoît Haberbusch

---

- <sup>1</sup> Le gendarme et le cheval constituent un couple indissociable dans l'imaginaire collectif des Français. L'association entre l'homme et l'animal laisse la part belle à la représentation du gendarme. L'étymologie du terme « maréchaussée » montre aussi que la filiation dépasse ce cadre. En effet, ce mot signifie « écurie » ; le premier élément « *marh* », c'est-à-dire cheval, appartient au groupe de langue germanique, mais possède également des correspondants celtiques<sup>1</sup>. Ce terme a désigné, au XIV<sup>e</sup> siècle, la juridiction exercée par les maréchaux, leurs prévôts et le corps de troupe chargé du maintien de l'ordre. D'autres éléments rappellent cette proximité. À partir de 1720, le terme de cavalier – désignant le futur gendarme de 1791 – se substitue dans la pratique à celui d'archer. Sous la Révolution, pour intégrer la gendarmerie, il faut avoir servi dans la cavalerie. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le bureau de la gendarmerie est placé au sein de la division de la cavalerie et il faut attendre 1918 pour voir apparaître une sous-direction de la gendarmerie, disposant d'une certaine autonomie. Au-delà de cette véritable cognation, le cheval est un élément structurant de la gendarmerie. Omniprésent dans la réglementation des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, son utilisation, remise en question avant la Seconde Guerre mondiale, connaît une véritable renaissance à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle.

## Une réglementation foisonnante

- <sup>2</sup> L'abondante réglementation témoigne de l'importance du cheval dans l'histoire de la gendarmerie. Cette législation spécifique est particulièrement dense dans l'ordonnance du 28 avril 1778. En effet, ce texte fixe une bonne partie des pratiques et des usages dans ce domaine. La remonte<sup>2</sup>, c'est-à-dire le mode d'acquisition des chevaux, tient une place centrale. En effet, la particularité de l'institution est d'obliger les cavaliers à posséder leurs propres animaux, comme le confirme l'ordonnance du 28 avril 1778<sup>3</sup>. Ceci implique aussi un lieu pour les abriter. Depuis 1720, les archers sont incités à regrouper leurs

chevaux dans une écurie commune et à se loger dans un même endroit. À partir de 1769, les villes abritant une brigade doivent fournir une écurie et un grenier. Cette disposition, confirmée par l'ordonnance de 1778, contraint les communautés de fournir une écurie de six chevaux et des magasins suffisamment vastes pour contenir l'approvisionnement en foin, en paille et en avoine pour une année.

- 3 Au XIX<sup>e</sup> siècle, les grandes lois d'organisation de la gendarmerie détaillent ces questions. En premier lieu, le recrutement de gendarmes à cheval impose aux cavaliers une taille supérieure à celle des fantassins. L'idée que le gendarme doit être plus grand que ses adversaires s'impose alors comme un critère distinctif. Les sous-officiers, brigadiers et gendarmes sont tenus de se pourvoir à leurs frais, dans le délai d'un mois, d'un cheval d'origine française dont la taille au garrot varie entre un mètre cinquante-deux et un mètre soixante – il s'agit donc d'animaux de haute stature. Une fois le cheval acheté, il est immatriculé et ne peut plus faire l'objet d'un échange ou être vendu. Il est par ailleurs interdit aux gendarmes de prêter leurs chevaux ou de les employer à tout autre usage que le service ; ceux qui enfreignent cette règle sont punis et encourent la réforme en cas de récidive <sup>4</sup>.
- 4 L'achat d'un cheval entier – c'est-à-dire non châtré – est interdit. Les montures sont fournies aux gendarmes par les régiments de cavalerie (cuirassiers et dragons). Elles sont sélectionnées parmi les animaux de cinq à huit ans – sans distinction de robe depuis 1875 –, susceptibles d'effectuer un service correct dans la gendarmerie. Les prix de cession des chevaux sont établis par la commission de remonte des régiments. Pour les sous-officiers et les gendarmes, les conditions d'achat limitent la perception des chevaux au sein de la région du corps d'armée. En revanche, ils disposent de la liberté de choisir librement les montures qu'ils décident d'acheter. Les gendarmes sont tenus d'être continuellement pourvus d'un cheval apte à effectuer le service. De plus, ils financent l'équipement complet des chevaux, pourvoient à leur subsistance, et les font ferrer <sup>5</sup>. Pour subvenir aux besoins de fourrage, une somme de 365 francs est prélevée annuellement sur la solde des gendarmes afin d'alimenter la caisse des fourrages de la compagnie <sup>6</sup>. Cet argent est réparti entre les unités, alors que le chef de brigade est chargé de conclure les marchés pour l'achat du foin et de l'avoine. Au total, l'argent avancé par un militaire intégrant la gendarmerie représente six à douze mois de solde d'un soldat moyen. Cette situation explique en partie la difficulté de recruter dans l'arme à cheval <sup>7</sup>.
- 5 Pour subvenir aux besoins des militaires, un système d'aide est mis en place. Dès l'an VI, le ministère prévoit une somme de cinq cent mille francs destinée à être prêtée aux nouveaux arrivants <sup>8</sup>. Sous la Restauration, le ministère de la Guerre estime les dépenses d'équipement à 610 francs pour le gendarme à cheval (sans l'achat du cheval) contre 340 pour le gendarme à pied <sup>9</sup>. Sur un plan plus général, l'État dépense en 1856 6 250 000 francs pour la cavalerie et 2 250 000 pour les fantassins. En 1860, les dépenses dues au cheval représentent plus du cinquième du budget de la gendarmerie. Toutefois, les avances et autres indemnités peinent à compenser cette lourde charge. Les officiers supérieurs sont tenus d'acheter leur animal, alors que les officiers subalternes sont montés au compte de l'État à partir de 1837. De même, le nombre de montures à la disposition des cadres varie selon le grade et la situation de paix ou de guerre <sup>10</sup>. Le recrutement d'officiers pour l'arme à cheval peine à satisfaire les besoins de la gendarmerie. Dès 1849, le ministre impose un « tribut » de dix hommes par division militaire. En 1850, l'armée doit fournir deux candidats par régiment d'infanterie, du génie et d'artillerie pour la Corse. Ces désignations extraordinaires montrent que la

gendarmerie à cheval attire peu, notamment en raison des fonctions des officiers, jugées moins intéressantes que dans la cavalerie, et trop éloignées de la proximité des chefs pour favoriser un avancement rapide <sup>11</sup>.

- 6 Les textes organiques de la gendarmerie sont d'excellents indicateurs de l'évolution de la place du cheval dans l'institution. En effet, le décret organique du 20 mai 1903, dernière grande charte d'organisation de l'Arme, ne réserve plus aucun chapitre ou titre au cheval. Il suffit cependant de lire le *Mémorial de la gendarmerie* pour observer l'importance du cheval dans le quotidien des brigades. Certains textes sont révélateurs des préoccupations sanitaires comme la circulaire du 3 novembre 1902 sur l'abreuvement des chevaux ou celle du 19 mai 1904 préconisant des mesures pour diminuer les maladies digestives. Par ailleurs, le *Mémorial* évoque les activités du milieu équestre. Chaque année, par exemple, deux gendarmes participent aux opérations de classement des chevaux, juments, mules et mulets susceptibles d'être requis pour le service de l'armée <sup>12</sup>.
- 7 Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la remonte tient toujours une place considérable. Le 2 mars 1901, la hiérarchie décide de fournir gratuitement des chevaux aux sous-officiers des légions des 9<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> corps d'armée. L'expérience est interrompue dès le 1<sup>er</sup> mai 1903, car les ponctions faites dans les corps de troupes à cheval perturbent leur propre système de remonte et les économies escomptées pour le Trésor ne sont pas avérées. Le problème de la remonte des sous-officiers va se poser avec une plus grande acuité lors de la Première Guerre mondiale. C'est ce qu'explique le général Bézanger à propos de son père nommé en prévôté le 3 août 1914 : « *Quand [le gendarme] était mobilisé, [son cheval] était pris en compte par l'État qui le payait à son propriétaire comme s'il s'agissait d'une bête de réquisition (...). Le système avait des inconvénients. Il présentait aux candidats à la gendarmerie une difficulté d'argent non négligeable. Il incitait les nouveaux admis impécunieux - ce fut le cas de mon père - à choisir des montures à bon marché pour réduire les frais de premier établissement.* » <sup>13</sup> Un décret du 19 juillet 1919 établit enfin la gratuité de la remonte dans la gendarmerie.
- 8 La réglementation relative au cheval demeure significative jusqu'à la fin des années 1930. Par la suite, au fur et à mesure de l'abandon des unités montées, les textes se raréfient.

## Gendarme à cheval ou gendarme à pied ?

- 9 Dès l'origine, la maréchaussée se présente comme une troupe de cavaliers. Son principal mode d'action est la chevauchée. Cette pratique ancienne remonte au XVI<sup>e</sup> siècle. Le prévôt ou son lieutenant parcourent alors le territoire de la compagnie pour surveiller la population et prévenir les crimes et délits. À partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, la sédentarisation accrue des unités favorise la continuité du service. La maréchaussée surveille principalement les axes routiers, mais aussi les villes et les villages. Grâce au cheval et à l'instauration de tournées journalières à partir de 1760, elle contrôle l'ensemble du territoire et assure une continuité de la surveillance <sup>14</sup>. Cette mission s'inscrit dans le cadre du service ordinaire, c'est-à-dire les charges et les devoirs permanents de la maréchaussée. Jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, les officiers et les sous-officiers utilisent le cheval pour se déplacer et effectuer leur travail. Cette fonction de police administrative n'est pas toujours d'une grande efficacité, mais elle permet de rassurer la population en montrant ostensiblement la présence des forces de l'ordre <sup>15</sup>. La tournée et les patrouilles de police administrative des gendarmes contemporains rappellent d'ailleurs l'importance accordée par l'institution à cette fonction de contrôle. Cette mission de surveillance « *continue et répressive* » destinée à assurer « *la sûreté des campagnes et des grandes routes* » <sup>16</sup>

connaît une profonde mutation entre 1830 et la veille de la Seconde Guerre mondiale. Durant cette période, la fonction de la gendarmerie dans le paysage sécuritaire français ne se modifie pas fondamentalement, mais les moyens de l'exercer amènent la disparition progressive du cheval.

- 10 Le monopole des brigades à cheval prend fin dès 1780 avec l'apparition des premières brigades à pied dans la région parisienne. En pourcentage, le nombre des brigades à pied progresse continuellement et régulièrement à partir de 1830, alors que parallèlement celui des brigades à cheval entame un mouvement de réduction à partir de 1850. Lorsque s'achève le XIX<sup>e</sup> siècle, la bascule s'est déjà opérée au profit des brigades à pied qui représentent 50,8 % de l'ensemble. Cependant, la gendarmerie demeure toujours une troupe à cheval, car l'idée dominante d'une campagne trop indigente pour assurer sa police domine encore, et l'État, par l'intermédiaire de la gendarmerie à cheval, permet de suppléer cette carence.
- 11 Il aura fallu un siècle pour voir quasiment disparaître les brigades à cheval, qui ne représentent plus que 15,1 % de l'ensemble des unités de la gendarmerie départementale en 1935. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution générale. Sous la Révolution, le précepte d'une meilleure efficacité des fantassins dans les régions montagneuses s'impose peu à peu <sup>17</sup>. Progressivement, cette répartition est adoptée, comme le montre la carte de l'implantation des gendarmes en France en 1848 <sup>18</sup>. Un autre phénomène joue dans la réduction des unités montées : pour augmenter le nombre global d'unités de gendarmerie, on transforme les brigades à cheval de six hommes en unités à pied de cinq hommes <sup>19</sup>. À partir de 1869 d'ailleurs, une amélioration générale des soldes s'effectue au détriment du recrutement de l'Arme, et de la cavalerie notamment : on réduit les effectifs de ces brigades, généralement fortes de six hommes. En filigrane se pose aussi la question – en non la moindre ! – du contrôle du territoire et de son coût. Le budget de la gendarmerie à cheval est nettement supérieur à celui de la gendarmerie à pied, alors même que son recrutement a du mal à susciter des vocations.
- 12 Encore largement dominant dans les campagnes au début du XX<sup>e</sup> siècle, le cheval ne peut concurrencer les progrès de la mécanisation et surtout de la motorisation. La bicyclette, adoptée à partir de 1901 par les brigades, séduit par son prix réduit et son faible entretien. Son succès est tel que des mesures doivent être prises pour limiter l'engouement des cavaliers. *« Si la circulaire ministérielle du 12 août 1904 n'a pas admis les cavaliers à faire usage de la bicyclette, peut-on lire dans l'Écho de la Gendarmerie, c'est apparemment par crainte de voir les chevaux laissés à l'écurie au repos sans un travail suffisant. »*  
<sup>20</sup> Autre signe révélateur, la garde républicaine se dote en 1907 d'un détachement cycliste de 200 gardes. Quelques années plus tard, un rapport adressé au président de la République souligne que *« les brigades de gendarmerie à cheval sont d'un entretien coûteux et, dans beaucoup de cas, le gendarme à bicyclette peut remplacer sans inconvénient le gendarme à cheval... »* <sup>21</sup>.
- 13 L'évolution de la mission de la police de la route porte le coup de grâce à l'utilisation du cheval. En effet, l'équidé se révèle vite inopérant face aux nouveaux usagers de la route, alors que les responsabilités de l'Arme ne cessent de croître dans ce domaine, notamment avec l'instruction du 19 mai 1928 confiant la police spéciale de la route aux gendarmes. Pour s'équiper, ils peuvent compter sur les stocks de véhicules laissés par les Américains après la Grande Guerre.

- 14 Le passage à pied des brigades à cheval se poursuit donc durant l'entre-deux-guerres. Il s'effectue isolément ou massivement. C'est le cas en février 1925 (150 brigades), en mars 1932 (188 brigades), en mars 1933 (213 brigades) ou encore en avril 1935 (127 brigades). Le décret du 7 janvier 1938 officialise la disparition des chevaux en gendarmerie départementale au profit des moyens motorisés<sup>22</sup>. La garde républicaine mobile (GRM), issue de la force de maintien de l'ordre créée en 1921, va profiter de la diminution des brigades à cheval pour la remonte de ses propres pelotons. Toutefois, la présence de cet animal ne perdure guère au-delà de la Seconde Guerre mondiale. Dès le 1<sup>er</sup> octobre 1945, tous les escadrons des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> légions de garde républicaine sont démontés et réorganisés sur le type de l'« escadron porté ». Le 12 décembre 1946, les chevaux de trait des unités de garde républicaine sont reversés. Ainsi, en 1947, les chevaux ont également déserté la Mobile !
- 15 Délaissé en métropole, le cheval poursuit sa carrière outre-mer. Il est présent dès la phase de conquête coloniale. En Algérie notamment, il se révèle un précieux auxiliaire. L'Armée utilise même les races locales, plus petites et de couleur grise... au grand dam du commandement. Il faut attendre 1835 pour que le ministre accepte cette monture autochtone<sup>23</sup>. Les tournées à cheval se poursuivent jusqu'en 1956. Après cette date, l'insécurité liée à la guerre d'Algérie entraîne son retrait définitif des brigades. Dans les autres colonies, l'emploi du cheval connaît des fortunes diverses en raison du climat ou des ressources locales. Ainsi, en Indochine, le cheval disparaît des tableaux d'effectifs dès 1933. En revanche, en Afrique occidentale française (AOF), les gendarmes participent à la création de la fameuse Garde rouge qui existe toujours au Sénégal. Disparaissant avec la décolonisation, le gendarme à cheval d'outre-mer renaît à partir d'octobre 1985 avec la création du peloton de surveillance et d'intervention à cheval (PSIC) de Népoui en Nouvelle-Calédonie.
- 16 Finalement, c'est dans la garde républicaine que le cheval connaît la situation la plus stable. Implantés à Paris et à Vincennes, les cavaliers de la garde républicaine ont vu leurs missions évoluer vers les services protocolaires durant la III<sup>e</sup> République. Devenant à partir des années 1960 la dernière unité montée de l'armée française, le régiment de la cavalerie de la garde républicaine est le dépositaire des traditions équestres militaires grâce à ces maîtres artisans (maréchalerie, sellerie, armurerie) et ses formations spéciales (carrousel des lances, tandems, maison du Roy). De même, la garde républicaine a toujours cultivé l'excellence sportive en favorisant la pratique hippique de haut niveau.
- 17 Unité de prestige mondialement reconnue, la garde républicaine a tenté d'échapper à la muséification qui risquait de remettre en cause son potentiel régimentaire. Elle a développé ses activités opérationnelles en profitant, au cours des années 1960-1970, d'une perception favorable du cheval auprès du grand public liée à l'environnement et aux loisirs. C'est ainsi que des postes à cheval saisonniers et permanents ont été installés en Île-de-France, puis sur les côtes françaises et dans les parcs nationaux. Les capacités de la garde républicaine étant limitées, des partenariats ont été établis avec la gendarmerie départementale qui a renoué ainsi avec les patrouilles à cheval. Depuis juillet 1994, un poste permanent de gendarmerie départementale existe même à Compiègne. De même, la circulaire du 5 octobre 1995 laisse aux commandants de circonscription toute latitude pour la mise en œuvre des patrouilles à cheval réclamées par les collectivités territoriales. En dehors des postes à cheval, la garde républicaine a développé une autre activité axée sur les services d'ordre public.

## Assurer l'ordre public à cheval ?

- 18 Le cheval a longtemps été l'auxiliaire indispensable des forces de l'ordre pour réprimer les troubles publics. Lors des manifestations ou des grèves, les brigades rassemblées sont réquisitionnées pour mettre fin aux désordres. Ce système désorganise le service des brigades et présente de nombreux handicaps liés au délai de constitution des détachements, à l'hétérogénéité des gendarmes rassemblés et au stress des chevaux retirés du cadre de leurs tournées habituelles. Si le cheval est très souvent utilisé pour réprimer des conflits sociaux, il est en revanche inutile en cas d'insurrection urbaine. Dans les défilés des ruelles, les cavaliers ne peuvent pas charger la foule et ne sont guère utiles pour investir les barricades <sup>24</sup>.
- 19 Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la multiplication des manifestations violentes – crise des inventaires en 1905, 1<sup>er</sup> mai 1906, émeutes viticoles en 1907...– accroît l'acuité du problème. Un élément de réponse est apporté en 1921 avec la création de la GRM, force spécialisée dans le maintien de l'ordre dotée de pelotons à cheval. Montures et cavaliers sont enfin entraînés pour cette mission spécifique. L'instruction sur le maintien de l'ordre du 1<sup>er</sup> août 1930 témoigne du reste de la méthodologie acquise dans ce domaine. Celle-ci expose, avec force détails et schémas, les formations et opérations élémentaires du maintien de l'ordre : haie, escorte, barrage, postes, patrouilles, dégagement des rues et places... <sup>25</sup>
- 20 Pour beaucoup, le 6 février 1934 marque la fin de cette culture du maintien de l'ordre à cheval. Comme l'explique le capitaine Cortès, cette information doit toutefois être nuancée <sup>26</sup>. Ce jour-là, de violents affrontements se produisent sur le pont et la place de la Concorde entre les forces de l'ordre et les manifestants décidés à investir l'Assemblée nationale<sup>27</sup>. Sur les 305 chevaux engagés par la garde républicaine de Paris, 120 sont blessés. D'après la commission d'enquête parlementaire, quelques-uns ont bien été tailladés mais aucun n'a été touché par balle et, surtout, aucun jarret n'a été tranché ! Par ailleurs, les rapports de l'époque démontrent que les conditions d'emploi des chevaux sont critiquables. Le lieutenant-colonel Desprez, commandant alors le régiment de cavalerie, insiste sur la faiblesse des effectifs engagés et le manque de place pour utiliser les chevaux. Leur présence devient une gêne si les manifestants sont trop proches. Il adhère aussi à l'analyse de l'adjudant-chef Peslerbe, du 2<sup>e</sup> escadron du régiment de cavalerie, constatant l'absence d'appui des troupes à pied <sup>28</sup>.
- 21 Loin d'être abandonné, le service d'ordre à cheval est toujours organisé par la réglementation. L'instruction du 1<sup>er</sup> août 1930 reste ainsi en vigueur bien au-delà de la Seconde Guerre mondiale <sup>29</sup> et, le 12 octobre 1934, une instruction prévoit, « *en cas de nécessité absolue* », le recours « *aux troupes de ligne à cheval, à l'exclusion de toute troupe de ligne à pied* » <sup>30</sup>. Même la garde républicaine de Paris continue d'assurer des services d'ordre comme en témoigne une photo du 29 décembre 1936 où l'on voit des gardes chargés de disperser des manifestants en utilisant la seule masse de leur monture <sup>31</sup>.
- 22 Sous l'Occupation, les régiments de la Garde qui se substituent aux légions de GRM en zone libre et en AFN conservent toujours une place pour les chevaux. D'ailleurs, lorsque l'école de la Garde s'installe à Guéret en octobre 1943, le 3<sup>e</sup> escadron d'élèves-gardes est destiné à former des cavaliers. De même, en janvier 1944, l'*Aide-mémoire de la Garde* fait état de l'emploi de chevaux pour l'escorte officielle, le barrage ou le dégagement d'une rue ou d'une place. La gendarmerie départementale elle-même semble désirer un retour

du maintien de l'ordre à cheval ! En novembre 1942, la direction générale de la gendarmerie envisage de former, pour la gendarmerie départementale, vingt-trois pelotons à cheval en zone libre. « *L'intervention en temps opportun de formations à cheval, explique Pierre Chasserat, est de nature en effet, non seulement à procurer une importante économie dans l'emploi d'effectifs toujours limités, mais encore à exercer une action déterminante pour le maintien ou le rétablissement de l'ordre.* »<sup>32</sup> Ce projet ne semble pas s'être concrétisé.

- 23 Il faudrait situer la fin du maintien de l'ordre à cheval en 1947 plutôt qu'en 1934, au moment de la démonte des légions de la garde républicaine. Le témoignage du chef d'escadron Albert Deneuille, qui a servi à l'époque dans la GRM, apporte un éclairage intéressant sur les raisons de ce retrait. Selon lui, le manque de moyens de transports ferroviaires pour les montures, leur approvisionnement très aléatoire en ville et la substitution des garages aux écuries ont favorisé la disparition du maintien de l'ordre à cheval<sup>33</sup>.
- 24 Devenant la seule unité montée, la garde républicaine de Paris assure ponctuellement quelques services de maintien d'ordre. Lors des manifestations de mai 1968, des gardes sont bien engagés mais à pied... L'événement suscite néanmoins cette réflexion du capitaine commandant le 4<sup>e</sup> escadron de cavalerie : « *Quoique le « MO [maintien de l'ordre] de Papa* » ait vécu, l'emploi d'unités montées devrait être repensé et, malgré le peu d'effectifs, on pourrait mettre quatre escadrons à cheval (ils le sont bien à pied !) jumelés pour emploi avec une unité d'infanterie ». Prenant pour exemple les polices de Berlin et de New York, l'officier souligne l'effet psychologique sur les manifestants<sup>34</sup>.
- 25 Les mesures prises en matière d'ordre public s'accroissent à partir des années 1980. Il faut dire que le développement de cette activité devient indispensable pour garantir l'existence du régiment dans son organisation traditionnelle. Parmi ces réalisations, citons la création en 1982 du peloton du groupement de la ville de Paris, composé de vingt-sept gendarmes auxiliaires, pour la surveillance des espaces verts de Paris et de la région parisienne. De même, le PSIC de Népouy, mis en place en 1985, est une émanation de la garde républicaine. En 1997, la visite du pape aux Journées mondiales de la jeunesse chrétienne (JMJ) à Longchamp confirme l'intérêt de l'emploi du cheval pour la gestion d'une foule non hostile.
- 26 Quant au peloton d'intervention à cheval (PIC) né le 15 octobre 1998, il renforce la capacité d'action de la garde républicaine sur le terrain. Susceptible d'intervenir dans les quatre heures en Île-de-France, le PIC assure un soutien spécifique aux unités territoriales pour les missions suivantes : opérations de ratissage, recherche de disparus, surveillance préventive, y compris en zone urbaine ou périurbaine, service d'ordre en présence d'une foule non hostile. À partir de septembre 2002, le régiment de cavalerie déploie des patrouilles équestres dans Paris intramuros, et plus uniquement dans les bois de Boulogne et de Vincennes. Une collaboration s'établit avec les commissariats locaux.
- 27 Une étape est franchie le 5 octobre 2005 avec la création du peloton de sécurité publique à cheval (PSPC) dont l'action est entièrement orientée vers la surveillance et les services d'ordre public. Ses missions se répartissent entre les patrouilles dans Paris et les services d'ordre lors des grands rassemblements de foule non hostile (concerts, matchs sportifs, événements festifs...). Son premier service s'accomplit le 14 octobre 2006 autour du stade du Parc des Princes. Reconnu à l'étranger, le PSPC effectue à l'été 2007 un exercice de service d'ordre à Saint-Astier avec des forces de police européennes.

- 28 Active sur le terrain, la garde républicaine cherche aussi à réactualiser la réglementation liée au cheval et à la sécurité. Dans ce cadre, elle participe activement au projet de doctrine de sécurité publique à cheval dans la gendarmerie, présenté à la direction générale de l'Arme en juin 2006 par la région de gendarmerie d'Île-de-France. Ce texte précise, harmonise et rationalise l'emploi du dispositif équestre de la gendarmerie. Il permet également à l'institution, au travers de la garde républicaine, d'imposer son expertise au plan national en matière de sécurité publique à cheval.

---

## NOTES

1. REY (Alain dir.), *Le Robert. Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, 2000, t.2, p.2136-2137.
2. Selon le *Dictionnaire des connaissances générales utiles à la gendarmerie de 1886*, «on entend par remonte l'ensemble des chevaux qu'on fournit aux cavaliers qui en manquent. Dans la cavalerie, la remonte est pour les chevaux ce que le recrutement est pour les hommes», p.683.
3. *Ordonnance du roi concernant la maréchaussée*, 28 avril 1778, titre x, article 5.
4. *Décret portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie*, 1<sup>er</sup> mars 1854, titre III, article 228.
5. *Loi relative à l'organisation de la Gendarmerie nationale*, 28 germinal an VI (17 avril 1798), titre VI, article 70.
6. *Ibid.*, titre III, article 72.
7. HOUTE (Arnaud-Dominique), *Gendarmes et gendarmerie dans le département du Nord (1814-1852)*, Maisons-Alfort, SHGN, Phénix Éditions, 2000, p.29. L'auteur signale l'exemple d'un gendarme entré en service en février 1831. Par malchance, il perd trois chevaux en trois ans et débourse une somme de 2795 francs avant de trouver une monture satisfaisante !
8. *Loi relative à l'organisation de la Gendarmerie nationale*, 28 germinal an VI (17 avril 1798), *op.cit.*, titre III, article 77.
9. HOUTE (Arnaud-Dominique), *op.cit.*, p.29.
10. Voir COCHET DE SAVIGNY (chef d'escadron) et PERRÈVE (juge au tribunal de Neufchâtel), *Dictionnaire de la gendarmerie à l'usage des officiers, sous-officiers, brigadiers et gendarmes*, Paris, Léautey, 1892, p.609. Les lieutenants-colonels et les colonels sont tenus de posséder deux montures en temps de paix et de guerre. Lorsqu'ils exercent les fonctions de prévôt, ils doivent détenir trois chevaux. Les sous-lieutenants, lieutenants et capitaines possèdent en temps de paix un seul cheval, mais deux en prévôté.
11. SAUREL (Louis capitaine), *La gendarmerie dans la société de la deuxième République et du Second Empire*, doctorat d'État en histoire, Sorbonne, 1957, t.2, p.52-53.
12. *Mémorial de la gendarmerie*, 1904, instruction permanente du 22 février 1904, p.47-58.
13. *Mémoires du général Martial Bézanger*, 1900-1994, SHD/DGN, série J, non inventoriée.
14. BROUILLET (Pascal dir.), *De la maréchaussée à la gendarmerie. Histoire et patrimoine*, Maisons-Alfort, SHGN, 2003, 216 pages.
15. BROUILLET (Pascal), *La maréchaussée dans la généralité de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle (1718-1791). Étude institutionnelle et sociale*, doctorat en histoire, sous la direction de Jean Chagniot, EPHE, 2002, 4 vol., 871 pages.

16. *Loi relative à l'organisation de la Gendarmerie nationale*, 28germinal an VI (17avril1798), *op.cit.*, titreI, articles1 et3.
17. POUZOL (Jean-Michel), *La gendarmerie dans la Loire (1800-1870)*, maîtrise d'histoire, sous la direction du professeur Merley, université de Saint-Étienne, 1994, 110 pages.
18. SAUREL (Louis capitaine), *op.cit.*, t.1, p.255.
19. *Ibid.*, t.1, p.255.
20. *Écho de la gendarmerie*, 30décembre1906.
21. *Mémorial de la gendarmerie*, 1926, décret du 10septembre1926, p.540-541.
22. *Ibid.*, 1938, décret du 7janvier1938, p.73-76.
23. LORCY (Damien), *La gendarmerie en Algérie, organisation et missions (1830-1870)*, doctorat d'histoire du droit, sous la direction de Gérard Guyon, BordeauxIV, 2006, p.410-411.
24. CARDONI (Fabien), *La garde républicaine d'une République à une autre. Un régiment de gendarmes à Paris, 1848-1871*, thèse d'histoire, sous la direction de Jean-Noël Luc, 2005, 787pages.
25. *Instruction sur le maintien de l'ordre approuvée le 1<sup>er</sup> août1930*, Direction de la gendarmerie, Paris, Imprimerie nationale, 1930, 135pages.
26. CORTÈS (Gabriel capitaine), «Sécurité publique à cheval à Paris aux XIX<sup>e</sup>et XX<sup>e</sup>siècles», *Sous le Plumet rouge*, n°113, été2007, p.26-28.
27. GALERA (Yann), *La garde républicaine mobile à l'épreuve du 6février1934*, Maisons-Alfort, SHGN, 2003, 189pages.
28. PELISSIER (Pierre), *6février1934: la République en flammes*, Paris, Perrin 2000, p.268.
29. Elle est officiellement abrogée par l'instruction n °7001 DEF/GEND/EMP/OPS du 13février1975, toujours en vigueur.
30. *Mémorial de la gendarmerie*, 1934, instruction du 12octobre1934, p.345.
31. CARROT (Georges), *Le maintien de l'ordre en France au XX<sup>e</sup>siècle*, Paris, Henri Veyrier, 1990, p.115.
32. Lettre n° 1360 T/Gend. de Pierre Chasserat, directeur général de la Gendarmerie nationale, Vichy, le 28novembre1942, SHD/DAT, 2P17.
33. CORTÈS (Gabriel capitaine), *op.cit.*, p.29.
34. Cité par Thierry Forest (lieutenant-colonel), *La gendarmerie mobile à l'épreuve de mai1968*, Vincennes, SHD, 2007, 252 pages.

---

## RÉSUMÉS

Le gendarme et le cheval forment un couple indissociable auprès des Français de l'origine de la maréchaussée au début du XX<sup>e</sup> siècle. Ils font l'objet d'une riche réglementation où la remonte tient une place centrale car le gendarme est propriétaire de sa monture jusqu'en 1919. Le monopole des brigades à cheval s'achève dès 1780 avec l'apparition des brigades à pied dont l'essor ne cesse de croître. La motorisation porte le coup fatal en supprimant en 1937 le cheval dans la gendarmerie départementale. En gendarmerie mobile, il reste un auxiliaire traditionnel pour le maintien de l'ordre jusqu'en 1947, malgré les interrogations causées par les émeutes du 6 février 1934. Il poursuit aussi sa carrière en outre-mer jusqu'en 1960. Après cette date, la garde républicaine de Paris devient dépositaire des traditions équestres militaires. Unité de prestige en quête de reconnaissance sur le plan opérationnel, elle a développé, ces vingt dernières années, les missions de sécurité et d'intervention à cheval.

*The Horse in the Gendarmerie from the 18<sup>th</sup> Century to the 21<sup>st</sup>.* A gendarme and a horse was an indissoluble pairing in France from the origins of the corps of mounted constabulary, the Maréchaussée, until the beginning of the 20<sup>th</sup> Century. They were the subject of detailed regulations in which the remount enjoyed a central place because the gendarmerie owned their own mounts until 1919. The monopoly of the mounted brigades ended as from 1780, with the appearance of the gendarmerie's foot brigades whose size grew steadily from that date on. It was motorisation that dealt the fatal blow to the mounted gendarmes, leading in 1937 to the withdrawal of horses from the departmental gendarmerie. In the Gendarmerie Mobile, the horse retained its place as an auxiliary in the maintenance of public order until as late as 1947, in spite of the inquiries that resulted from the Paris riots of 6 February 1934. A career for the Gendarmerie's horses remained, overseas, until 1960. After that date the Parisian Republican Guard became the depositary of the military's equestrian traditions. A prestige unit in search of recognition at an operational level, the Garde Républicaine has, over the last twenty years, carved out a number of mounted security and intervention missions for itself.

## INDEX

**Mots-clés :** cheval, gendarmerie

## AUTEURS

### ÉDOUARD EBEL

Docteur en histoire, il dirige le bureau études traditions et symbolique du département gendarmerie du Service historique de la Défense. Il a consacré sa thèse à la police en Alsace au XIX<sup>e</sup> siècle. Une version contractée a été publiée en janvier 2000. Auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de la gendarmerie, il prépare actuellement une étude sur le recrutement en gendarmerie.

### BENOÎT HABERBUSCH

Docteur en histoire, il dirige la section études et recherches historiques du département gendarmerie du Service historique de la Défense. Il a consacré sa thèse à la gendarmerie en Algérie de 1939 à 1945 et sa maîtrise à la gendarmerie des Deux-Sèvres de 1939-1945. Cette dernière a été publiée en 2007. Il prépare actuellement une étude sur le rôle joué par la gendarmerie à Paris après les attentats de 1986.